

Jouer au nouveau RUBIK's Game ?

Posté le : 20 août 2011 11:33 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

L'Allemagne et la Suisse ont mis en place le dispositif RUBIK qui stipule que la Suisse garde son secret bancaire mais que le revenu des placements faits par des résidents allemands en Suisse de façon anonyme seront taxés assez fortement. Cette convention va être bientôt acceptée par le Royaume Uni. Le France refuse absolument d'aller dans ce sens.

A-t-elle raison ?

Aucun débat n'ayant lieu sur ce sujet dans la presse française, saisissons-nous de ce sujet intéressant.

Les avoirs évadés des résidents Français en Suisse sont estimés à 90-100 milliards d'Euros. Si on ajoute les avoirs dans les autres paradis fiscaux on aboutit une fourchette plus large située elle entre 150 et 200 milliards. A ces capitaux devraient s'ajouter pour être parfaitement clairs ceux des exilés fiscaux légaux qui représentent entre 3 et 5 fois cette somme selon les estimations très approximatives qu'on en a.

Il va de soi que si la France voyait revenir 75 milliards de capitaux cachés et 75 milliards de capitaux exilés, ses difficultés conjoncturelles pourraient être grandement réduites.

Pour la Suisse, victime d'entrées de capitaux excessives ce ne serait guère un problème sinon pour les banques où les sommes sont déposées. Des restructurations importantes en résulteraient. Elles ont largement lieu dès maintenant.

L'avenir de la Suisse de toute façon ne passe pas par le secret bancaire vis-à-vis de ses voisins européens. On sait que nous même au Cercle des économistes e-toile, nous militons pour l'entrée de la Suisse dans l'Union Européenne. Cela implique à plus ou moins long terme la fin du secret bancaire dans sa forme actuelle.

La vraie difficulté se trouve donc en France qui ne rêve que d'impôts, que de justicialisme fiscal, que de sur-taxation des riches. On sait que Nicolas Sarkozy a eu peur de supprimer l'ISF, qu'il a pris vis-à-vis des capitaux exilés une position franchement hostile, allant jusqu'au projet immonde d'EXIT TAX et qu'il refuse absolument RUBIK.

Tous les candidats aux élections présidentielles renchérissent sur la nécessité de taxer les riches et tentent de faire croire qu'on pourra faire payer la crise à cette seule partie de la population. L'affaire Bettencourt leur a donné des munitions dans ce combat en même temps que l'extravagance de certains comportements comme celui du dénommé Ernekinne Sellières, héritier du Comité des forges, symbole des 200 familles, pillant allègrement son cousinage pour s'accaparer des sommes ahurissantes.

Le nouvel épisode de récession qui s'annonce, avec son cortège d'aggravations mécaniques des dépenses publiques, dans un contexte électoral présidentiel, laisse peu de chances à un débat serein en France sur ces questions.

La France dépasse dès aujourd'hui la Suède et les pays nordiques pour le taux de dépense publique par rapport au PIB. Le prêchi prêcha socialiste, universel dans les médias, y est tellement prégnant qu'il envahit même le discours des partis dits de droite.

Autant dire qu'il n'y a aucune chance pour qu'un langage un peu sérieux ait une chance d'être entendu sur ces sujets.

Quel serait l'intérêt de la France ?

Elle ne peut compter que sur la croissance pour rembourser ses dettes. La croissance ne peut être que le fait des entreprises. Le capitalisme français est déjà un capitalisme sans capitaux et hyper vulnérable. Du fait des contraintes fiscales et réglementaires il n'a pas pu développer un "Mittelstand" comme l'Allemagne. Un énorme trou isole les entreprises du CAC 40 des myriades de sociétés de moins de 50 personnes, en fait de moins de 5 personnes. C'est aussi un capitalisme sans salariés, le nombre de salariés rapportés à celui de la population totale étant le plus faible de tout le monde développé. On sait qu'avec 66 millions de résidents la France devrait avoir entre 25 et 30 millions de salariés. On est quelque part entre 15 et 17 !

Le résultat est désastreux : nous régressons partout. Nous perdons des parts de marché en France en Europe et dans le monde. Les jeunes élites ne pensent qu'à faire des carrières là où on peut gagner sa vie. Le chômage des jeunes, des femmes, des immigrés, des travailleurs âgés, est beaucoup plus haut que partout ailleurs. Le patrimoine français passe entre des mains étrangères. Notre commerce extérieur devient exsangue. Les entreprises françaises disparaissent de secteurs entiers de l'économie. Elles sont absentes des nouveaux marchés qui se créent. Plus personne ne voit comment nous allons nous en sortir à terme, alors que nous n'avons pas cessé de vivre aux crochets des marchés financiers mondiaux depuis 40 ans. Victimes d'une administration centrale et locale hypertrophiée qui écrase la société et les entreprises de normes exclusives et intenable, en même temps que d'impositions extravagantes (augmenter de 100% des impôts ne gêne personne, comme on l'a vu à Paris avec M. Delanoé), envahis par le discours des médias totalement engagés dans un socialisme résiduel aigri et sectaire, les Français sont en train de se suicider d'une façon aussi radicale que politiquement correcte.

Les centaines de milliards partis légalement ou non à l'étranger ne sont que le reflet en creux de cette situation folle.

La vindicte verbale et fiscale de Nicolas Sarkozy vis-à-vis des détenteurs de ces capitaux n'est que la traduction ou le reflet, comme on voudra, de sa volonté de renoncer à toute rupture dans la gestion économique de la France. De ce point de vue il n'aura guère fait plus que J. Chirac qui avait déjà poussé "l'énarchie compassionnelle" aux frais du contribuable jusqu'aux limites du supportable.

Une nouvelle attitude vis-à-vis des centaines de milliards détenus à l'étranger par des Français impliquerait une véritable révolution dans la manière de concevoir l'avenir de la France. Une France de plein emploi, de salariés et d'entrepreneurs ne peut pas naître sans une énorme rupture dont il n'y a aucune prémisse.

Donc les capitaux en reviendront pas.

Imaginons une situation totalement improbable où les Français auraient renoncé à s'auto-détruire, où on ne compterait pas seulement sur les entreprises du Cac 40 pour faire illusion, où les PME

pourraient grossir, où l'espoir d'une vie meilleure pour le plus grand nombre ne passerait pas par l'attente d'une planque dans la fonction publique locale, régionale ou nationale, où les politiques ne remâcheraient pas constamment un discours basé sur le cadeau au peuple et la dénonciation des nouveaux Koulaks que sont les "riches", où l'avenir politique ne serait pas encombré par la possibilité de l'arrivée aux manettes d'un Chavez franchouillard. Il n'y aurait plus d'ISF. Les charges sociales ne porteraient plus majoritairement sur l'entreprise. La fonction publique locale et nationale serait réduite de près d'un tiers. Les prélèvements ne dépasseraient pas 35 à 38% du PIB.

Faudrait-il alors accepter Rubik ?

A notre avis : NON !

Il vaudrait bien mieux annoncer une amnistie fiscale totale avec des contraintes partielles de réemploi de l'argent rapatrié dans des fonds spécialisés.

Imaginons que l'on dise aux détenteurs de capitaux expatriés : vous pouvez revenir sans aucune fiscalité ni pénalité si vous mettez vos avoirs soit dans un fonds de recapitalisation des banques françaises, soit dans des fonds de financement de la relance par des grands projets industriels, soit dans des fonds de financement de la croissance de PME françaises de taille moyenne ; En revanche vous devrez payer 10% sur les fonds dont vous voulez la pleine disposition, sachant que de toutes façon au moins 50% des fonds rapatriés devront aller dans les fonds obligatoires et y rester bloquer pendant 5 ans.

Rêvons un peu et imaginons que 150 milliards reviennent :

20 milliards d'euros iraient à la recapitalisation des banques et à une caisse d'amortissement des dettes européennes.

35 Milliards d'euros iraient au financement d'un plan d'investissement national et/ou européen.

20 Milliards iraient à la consolidation des nouvelles PME françaises dispensées de tous les effets de seuils qui les paralysent.

7.5 milliards de recettes fiscales seraient engrangées.

67.5 milliards se placeraient librement ou iraient à la consommation.

Quel coup de fouet pour l'économie et l'emploi !

Et quelles recettes fiscales pour le futur !

Le Français, né malin, préférera sa passion mauvaise pour l'impôt et la haine des autres. Il renoncera même aux recettes faciles et immédiates permises par Rubik.

Et la France continuera de sortir doucement de l'histoire pour devenir au mieux une super Grèce, vendant le charme de son histoire et de ses paysages, dans la dépendance servile vis-à-vis du reste du monde, en se rappelant ce qu'elle fut. Naguère.

Suicide programmée d'une nation autrefois bénie des Dieux.

Sylvain Dieudonné pour le Cercle des économistes e-toile

